

L'heure est à la détermination. C'est notre action collective qui a stoppé l'agression iraquienne à la frontière saoudienne. Ce sont également les pressions sans équivoque que nous avons exercées sur Saddam Hussein qui ont permis la libération de tous les otages détenus en Iraq et au Koweït, et non pas seulement de quelques-uns. En refusant de négocier en fonction de l'élargissement de quelques otages, nous avons, avec les autres gouvernements, adopté une politique qui aura au moins eu le mérite de montrer que Saddam Hussein réagit aux prises de position claires et fermes.

Toute solution partielle - c'est-à-dire appuyer seulement certaines des résolutions du Conseil de sécurité - ne ferait que brouiller notre message à Saddam Hussein et entretenir chez lui de faux espoirs. Cela pourrait même entraîner les conséquences que nous cherchons justement à éviter. Le gouvernement entend, pour sa part, respecter toutes les politiques qu'il a aidé à élaborer au Conseil de sécurité. Une approche globale, fondée sur toutes les résolutions des Nations Unies, y compris la Résolution 678 adoptée la semaine dernière, représente le meilleur espoir d'une heureuse solution à cette crise.

Afin d'économiser du temps, j'ai décidé de vous fournir un document sur la situation économique de l'Iraq, qui traite aussi des approvisionnements en denrées alimentaires, des capacités militaires, des services essentiels, des secteurs industriel et manufacturier, du secteur pétrolier, du moral du public, des effets des sanctions sur les exportations et de l'inobservation des sanctions.